



Assemblée générale

Distr. générale
4 août 2006
Français
Original : anglais

Soixantième et unième session

Point 73 de l'ordre du jour provisoire*

État des Protocoles additionnels

aux Conventions de Genève de 1949

relatifs à la protection des victimes des conflits armés

État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis conformément au paragraphe 11 de la résolution 59/36 de l'Assemblée générale en date du 2 décembre 2004. Vingt-cinq États Membres ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge ont transmis au Secrétaire général les renseignements demandés par l'Assemblée dans la résolution 59/36. La liste des États parties aux Protocoles additionnels de 1977 est annexée au présent rapport.

* A/61/150.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Renseignements communiqués par les États Membres	3
Arabie saoudite	3
Autriche	4
Bulgarie	5
Canada	6
Croatie	8
Chypre	9
Danemark	9
Émirats arabes unis	10
Géorgie	10
Hongrie	10
Islande	11
Jamahiriya arabe libyenne	12
Japon	12
Kenya	13
Lettonie	13
Liban	14
Lituanie	14
Luxembourg	15
Mexique	15
Qatar	16
République arabe syrienne	16
République tchèque	17
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	18
Suède	19
Tunisie	19
III. Informations communiquées par des organisations internationales	20
Comité international de la Croix-Rouge	20
Annexe	
Liste des États parties aux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 au 20 juillet 2006.	23

I. Introduction

1. Le 2 décembre 2004, l'Assemblée générale a adopté la résolution 59/36 intitulée « État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés ». Au paragraphe 11 de cette résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante et unième session, un rapport, établi à partir des renseignements reçus des États Membres et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), sur l'état des Protocoles additionnels relatifs à la protection des victimes des conflits armés et sur les mesures prises en vue de renforcer le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire, notamment pour en assurer la diffusion et la pleine application au niveau national.

2. Comme suite à cette demande, le Secrétaire général, par notes verbales datées du 22 avril 2005 et du 15 février 2006, et par lettres datées du 14 avril 2005 et du 9 février 2006, a invité respectivement les États Membres et le Comité international de la Croix-Rouge à lui communiquer avant le 30 juin 2006, pour inclusion dans le rapport, les renseignements demandés au paragraphe 11 de la résolution 59/36 de l'Assemblée générale.

3. Des réponses ont été reçues de l'Arabie saoudite, de l'Autriche, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, des Émirats arabes unis, de la Géorgie, de la Hongrie, de l'Islande, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Japon, du Kenya, de la Lettonie, du Liban, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mexique, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République tchèque, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède et de la Tunisie. Une réponse a aussi été reçue du Comité international de la Croix-Rouge. Des extraits de ces réponses figurent dans les sections II et III du présent rapport. Le texte intégral des réponses peut être consulté à la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat.

4. La liste au 20 juillet 2006 des États parties aux Protocoles additionnels¹ aux Conventions de Genève de 1949² figure en annexe au présent rapport.

II. Renseignements communiqués par les États Membres

Arabie saoudite

[Original : anglais]
[16 mai 2006]

Les Protocoles additionnels de 1977 sont actuellement intégrés aux programmes de formation et d'enseignement des forces armées saoudiennes et un cours spécial est actuellement élaboré en vue d'y être inclus. En outre, d'autres mesures sont prises pour diffuser le droit international humanitaire à l'échelon national.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1125, n^{os} 17512 et 17513.

² Ibid., vol. 75, n^{os} 970 à 973.

Autriche

[Original : anglais]
[30 juin et 6 juillet 2006]

Ratification/Application du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre

1. L'Autriche a mené à bonne fin en 2005 la procédure préparatoire à la ratification, par le Parlement, du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V) de 2003. Étant donné cependant que les versions faisant foi du Protocole dans toutes les langues n'ont été disponibles qu'à une date récente, la procédure de ratification commencera pendant l'été 2006.

Diffusion/enseignement du droit international humanitaire au sein des forces de l'Union européenne et de forces de pays tiers

2. Le droit international humanitaire fait partie intégrante de la formation générale des soldats, des sous-officiers et des officiers de l'armée autrichienne. En outre, dans le cadre de l'entraînement en vue de missions internationales, les aspects du droit international humanitaire spécifiques à la région de déploiement sont inclus dans la formation.

Appui à la Cour pénale internationale (CPI)

3. Afin d'appuyer la ratification et l'application du Statut de Rome de la Cour pénale internationale conformément à la position commune et au plan d'action de l'Union européenne, l'Autriche fait la promotion de la CPI au plan bilatéral et au sein de l'UE. Elle encourage les États à coopérer avec la CPI, particulièrement dans les cas où la Cour a entrepris des enquêtes et envisage des accords bilatéraux relatifs à l'immunité aux termes du paragraphe 2 de l'article 98 du Statut de Rome. En outre, l'Autriche a signé avec la CPI un accord sur l'application des peines qui entrera en vigueur le 26 novembre 2006.

Diffusion du droit international humanitaire auprès des jeunes

4. La Croix-Rouge autrichienne-Jeunesse, a publié, en 2004, avec ses organisations sœurs d'Allemagne, de Suisse et du Luxembourg, une version électronique en langue allemande du manuel du CICR intitulé « Explorons le droit humanitaire » et en 2005 une version papier de ce manuel, qui est utilisé dans les écoles pour préparer et organiser des séminaires de formation des enseignants. En outre, la faculté de droit de l'Université de Vienne offre un cours sur les conflits armés et l'intervention militaire en plus des cours de droit humanitaire qu'elle dispense dans le cadre du programme général de droit international public. La faculté de droit de Salzbourg offre des cours de droit pénal international, de droit humanitaire et de droit relatif aux droits de l'homme. De plus, un cours d'été de deux semaines, organisé tous les ans en coopération avec l'Université de Salzbourg, permet aux juristes universitaires et praticiens spécialistes du droit pénal international de se réunir pour réfléchir aux problèmes contemporains relatifs au droit international humanitaire en général et à la CPI en particulier.

5. En mai 2006, le CICR et la Croix-Rouge autrichienne, sous les auspices de la présidence autrichienne de l'UE, ont organisé une conférence européenne des spécialistes de l'éducation sur le thème « Explorons le droit humanitaire », qui visait à approfondir la compréhension des concepts et des méthodologies du programme ainsi intitulé.

Efforts de la Croix-Rouge autrichienne pour élargir les moyens de recherche des personnes disparues

6. La Société nationale autrichienne de la Croix-Rouge a amélioré l'accessibilité de son service de recherche aux migrants établis en Autriche qui sont originaires de zones touchées par des conflits. En 2004-2005, la Croix-Rouge autrichienne a réalisé un projet visant à résoudre les cas de personnes disparues pendant les guerres des Balkans, auxquels ont été associés des migrants/réfugiés provenant de cette région établis en Autriche, qui ont aidé à la collecte de données. Il est prévu d'étendre ce service à deux autres villes autrichiennes d'ici la fin de 2006.

Bulgarie

[Original : anglais]
[20 juin 2006]

1. En 2005, la Croix-Rouge bulgare a mené un grand nombre d'activités pour mettre les ressources publiques au service de fins humanitaires et s'est efforcée de diversifier les moyens qu'elle utilise pour faire connaître les normes du droit international humanitaire et les principes fondamentaux du mouvement de la Croix-Rouge.

2. La Croix-Rouge bulgare a continué d'aider le commandement suprême des forces armées bulgares à diffuser le droit international humanitaire, notamment en organisant des séances d'étude dans le cadre de l'instruction destinée aux officiers supérieurs et en mettant sur pied des expositions spécialisées faisant ressortir les défis auxquels se heurte le droit international humanitaire dans les conflits armés contemporains. L'un des principaux résultats de ces activités d'enseignement et de sensibilisation a été l'approbation de programmes de cours sur le droit humanitaire pour différentes catégories de membres des forces armées et, partant, une meilleure intégration de ce domaine d'étude dans la réglementation et la formation au sein des forces armées. La Croix-Rouge bulgare a également fourni aux contingents bulgares stationnés à l'étranger de la documentation décrivant les mesures à prendre pour appliquer les règles du droit humanitaire et les obligations respectives des forces d'occupation, ainsi que le mandat du CICR dans les conflits de faible intensité.

3. Avec l'appui du CICR et dans le cadre d'activités autonomes, la Croix-Rouge bulgare a organisé l'élaboration et la distribution de nombreux documents d'information, tout en s'efforçant de renforcer son réseau de collaborateurs et de bénévoles dans tout le pays et les activités de son club jeunesse de droit international humanitaire. La Croix-Rouge a également organisé ou tenu des cours et séminaires sur le droit international humanitaire, le droit relatif aux droits de l'homme et les principes, l'histoire et l'activité du mouvement de la Croix-Rouge à l'intention de différents auditoires, composés notamment d'officiers, de responsables de l'application de la loi, de parlementaires, de fonctionnaires,

d'employés et de bénévoles de la Croix-Rouge, de représentants des médias et d'élèves des écoles secondaires et d'étudiants.

4. L'inclusion et l'intégration du droit international humanitaire dans le programme d'enseignement des écoles militaires et dans les manuels militaires est un objectif fondamental du plan d'action de la Croix-Rouge bulgare dans le domaine de la diffusion.

5. Au cours de la dernière période, la Croix-Rouge bulgare a mis l'accent, dans ses activités de diffusion, sur l'organisation de cours et d'ateliers sur le droit international humanitaire pour les étudiants des universités et les bénévoles des écoles secondaires, dans le but de renforcer les moyens de diffusion de la Société nationale de la Croix-Rouge, de répondre aux besoins des jeunes qui souhaitent mieux connaître le droit international humanitaire et les principes de la Croix-Rouge et de favoriser le respect de ces valeurs parmi les groupes visés.

6. En outre, la Croix-Rouge bulgare a systématiquement soutenu les efforts des organisations internationales et du Gouvernement bulgare pour poursuivre l'amélioration des instruments de droit international humanitaire, mettre sur pied des mécanismes nationaux d'application et organiser des campagnes de publicité dans les médias pour diffuser les appels du CICR et faire connaître les nombreuses violations des normes humanitaires dans le monde.

Canada

[Original : anglais et français]
[30 juin 2006]

Les conventions de Genève et leurs protocoles additionnels

1. Le Canada a signé le 19 juin 2006 le Protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 et portant sur l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole additionnel III) de 2005, dont il prévoit d'engager le processus de ratification au cours de l'année. En outre, en 2005, le Canada a accédé aux premier (1954) et second (1999) Protocoles à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé de 1954.

Efforts déployés par le Canada pour protéger les civils³

2. Le Canada s'est engagé depuis longtemps et avec force en faveur de la protection juridique et physique des civils, question qui a toujours été au cœur de sa politique étrangère. Depuis 2000, le Canada a mis l'accent sur la promotion du respect du droit international humanitaire, l'élaboration et le renforcement des normes internationales, le soutien d'activités de protection sur le terrain et le renforcement de la volonté politique et des moyens des États, des entités des Nations Unies, des réseaux régionaux et des organisations non gouvernementales actives sur le terrain.

3. Outre les efforts qu'il a menés au sein du Conseil de sécurité dans ce domaine, le Canada a fourni des ressources diplomatiques, financières et humaines pour

³ Pour un complément d'information, voir : <www.humansecurity.gc.ca/civilians-fr.asp> et <www.acdi-cida.gc.ca>.

soutenir l'Organisation des Nations Unies, les ONG, les centres de réflexion et les organismes régionaux africains dans leurs efforts en vue d'élaborer des politiques et des instruments en matière de protection des civils. Il s'est notamment associé à des initiatives visant à lutter contre l'impunité, à prévenir l'exploitation sexuelle des populations affectées par les crises, à promouvoir la sécurité du personnel humanitaire et à encourager l'accès aux services humanitaires. Le Canada a également, dans diverses enceintes, été l'instigateur de discussions sur l'emploi approprié de la force pour assurer la sécurité physique des populations en danger; il a élaboré des principes directeurs pour réduire l'incidence humanitaire des sanctions des Nations Unies et soutenu les efforts de mobilisation en faveur des personnes déplacées et des enfants victimes de la guerre.

4. Depuis 2004, le Canada a appuyé les initiatives visant à faire fond sur les efforts antérieurs, en mettant l'accent sur la mise au point d'instruments pratiques, non coercitifs et coercitifs, à employer sur le terrain, sur le renforcement de la mobilisation et sur des initiatives diplomatiques garantissant un engagement politique à long terme, l'élaboration de normes et la mise en œuvre concrète, dans la durée, des objectifs en matière de protection des civils. Le Canada cherche en premier lieu à susciter une participation et un appui plus larges en faveur de la protection des civils parmi les États, les organisations internationales et les ONG.

Activités du Canada en ce qui concerne la protection des enfants touchés par la guerre

5. La protection des enfants pendant les conflits armés est l'un des principaux objectifs du Canada en matière de sécurité humaine et d'assistance internationale. Entre 2000 et 2005, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a quintuplé son aide dans le domaine de la protection des enfants en faisant de son plan d'action pour la protection des enfants, notamment les enfants touchés par la guerre, l'un de ses deux axes stratégiques. L'Agence s'est dotée d'une masse critique de programmes, de moyens d'analyse et de ressources de caractère novateur, en mettant notamment sur pied des projets pilotes faisant participer les enfants et des projets financés par le Fonds de recherche pour la protection des enfants, dont cinq concernent les enfants touchés par la guerre et en particulier le rôle des petites filles dans les forces combattantes. Une conférence visant à diffuser les résultats de ces études s'est tenue à l'Université d'Ottawa du 12 au 14 juin 2006⁴.

Activités du Canada concernant les femmes touchées par les conflits armés

6. Le Canada est un chef de file international sur la question de l'inclusion des femmes à toutes les étapes et pour tous les aspects de la consolidation de la paix et de l'établissement et de l'application des politiques. Avec d'autres acteurs internationaux, il défend activement l'intégration d'une démarche respectueuse de la différence entre les hommes et les femmes dans les efforts relatifs à la consolidation de la paix et à la sécurité humaine, pour que les hommes et les femmes aient des chances égales de participer au processus de consolidation de la paix et d'en tirer profit. De même, le Canada milite pour faire accepter l'obligation, pour les États, de faire preuve de diligence suffisante pour prévenir tous les actes de violence dirigés contre les femmes et les petites filles, y compris dans les situations liées aux conflits

⁴ Pour un exposé général des résultats de ces recherches, voir : <www.uottawa.ca/childprotection>.

armés, faire enquête sur ces actes et les punir. Au plan national, le Canada a entamé l'élaboration d'un plan d'action national pour mettre en œuvre la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité.

Le droit international humanitaire et les Forces canadiennes

7. Plusieurs publications⁵ des Forces armées canadiennes servent de référence pour l'élaboration d'aides didactiques en matière de droit international humanitaire. Les Forces armées canadiennes offrent à leurs membres différents types de cours de droit des conflits armés. Sont notamment dispensés des cours de base pour les nouvelles recrues, des cours de niveau universitaire, des programmes d'autoformation obligatoires pour les officiers et des cours adaptés à chaque mission pour tous les membres appelés à participer à une opération internationale. De plus, les commandants sont tenus de bien connaître le manuel intitulé « Droit des conflits armés au niveau opérationnel et tactique » et de veiller à ce que le droit des conflits armés soit intégré à tous les aspects des opérations.

8. Les experts en droit des Forces canadiennes, au Cabinet du Juge-avocat général, donnent des conseils en matière de droit à tous les membres de la chaîne de commandement qui participent à la planification et à la conduite des opérations militaires.

Croatie

[Original : anglais]

[3 août 2006]

1. En février 2005 et en mai 2006 respectivement, la Croatie a ratifié le Protocole V (Restes de guerre) à la Convention sur certaines armes classiques et le second protocole (1999) à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé de 1954. En mai 2006, elle a signé le Protocole additionnel III aux Conventions de Genève, dont la procédure de ratification commencera bientôt.

2. La Croatie a organisé la sixième Assemblée des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction de 1997, qui s'est tenue à Zagreb du 28 novembre au 2 décembre 2005. L'objet de la réunion était d'évaluer pour la première fois les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action de Nairobi, en mettant l'accent sur quatre objectifs principaux : acceptation universelle de l'interdiction globale des mines antipersonnel; destruction des stocks; déminage; aide aux victimes. Le rapport intérimaire de Zagreb fait le bilan des progrès réalisés et des mesures encore à prendre et constitue un point de référence pour l'année suivante.

3. Le Code pénal croate érige en infractions pénales les violations du droit international humanitaire. Par des amendements à ce code entrés en vigueur en octobre 2004, la Croatie a harmonisé sa législation pénale avec les conventions internationales, en particulier dans le domaine du droit humanitaire. De nouvelles dispositions ont été insérées dans le code pénal pour ériger en infractions les

⁵ Ces publications peuvent être consultées à l'adresse suivante : <www.forces.gc.ca/jag/publications/default_f.asp?VIEW_BY=title/>.

« Crimes contre l'humanité », sur le modèle de l'article 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et la « Responsabilité des chefs militaires » sur le modèle de l'article 28, et la disposition existante relative à l'infraction « Crime de guerre » a été harmonisée avec l'article 8. Ces modifications ont pour but de renforcer sur le plan national le principe de complémentarité.

Chypre

[Original : anglais]
[27 juin 2006]

1. Chypre s'efforce d'assurer la plus large diffusion et la plus large application possibles des Protocoles additionnels de 1977, notamment par leur traduction en grec et leur publication dans le journal officiel. En outre, la Croix-Rouge chypriote a publié des brochures d'information à leur sujet en grec et en anglais.
2. Afin de veiller à l'application du droit international humanitaire, la Garde nationale chypriote (forces armées chypriotes) a distribué à toutes les unités de combat une brochure éducative expliquant les prescriptions du droit des conflits armés. De plus, des cours de formation sont donnés chaque année dans chaque unité conformément aux directives de l'état-major de la garde nationale relatives au programme annuel de formation. Afin de diffuser les dispositions des conventions de Genève de 1949 et de leurs protocoles additionnels de 1977 et de faire connaître les règles fondamentales de comportement à suivre pendant les conflits armés, une section spéciale sur ces questions a été incluse dans le « Manuel du soldat ». Enfin, des officiers de la Garde nationale ayant reçu une formation spécialisée en droit des conflits armés sont affectés au sein de chaque formation de combat pour surveiller l'application des dispositions des conventions et des protocoles additionnels et conseiller leurs commandants pendant les combats.
3. En tant qu'État membre de l'Union européenne, Chypre applique les lignes directrices de l'Union européenne sur le respect du droit international humanitaire et participe au groupe de travail chargé de cette question.

Danemark

[Original : anglais]
[14 juillet 2005]

1. Le Danemark a adhéré au Protocole V sur les restes de guerre explosifs le 8 juin 2005. En outre, le Gouvernement danois a adopté un moratoire unilatéral sur les munitions en grappes non dotées de mécanismes d'autodestruction, d'autoneutralisation ou d'autodésactivation et dont le niveau de fiabilité est inférieur à 1 %.
2. Tous les membres des forces armées danoises reçoivent une formation sur l'application des principes du droit international humanitaire dans le cadre de toute formation au sein des forces armées et les normes à respecter sont officialisées à tous les niveaux. L'application des principes du droit international humanitaire fait l'objet d'une attention expresse dans le processus de prise de décision et dans toute formation préalable à un déploiement international, par exemple dans les missions de maintien de la paix.

3. S'agissant de la punition des crimes de guerre, l'article 25 du Code pénal militaire danois prévoit les sanctions dont sont passibles les membres du personnel militaire qui violent les conventions internationales ratifiées par le Danemark ou le droit international coutumier pendant un conflit armé.

4. Le comité danois de la Croix-Rouge met sur pied différentes activités d'information; il a notamment publié l'année dernière une compilation des instruments de droit humanitaire qui a connu une large diffusion.

Émirats arabes unis

[Original : anglais]

[5 avril 2006]

Les Émirats arabes unis ont pris plusieurs mesures pour mettre en œuvre la résolution 59/36 de l'Assemblée générale, notamment : a) organisation dans toutes les unités des forces armées de conférences portant sur le droit international humanitaire et son application; b) inclusion du droit international humanitaire dans le programme d'étude de l'École des cadres et de l'école militaire Zayed; c) invitation de spécialistes du droit international humanitaire à des exercices des forces armées; d) participation d'officiers des forces armées à des cours, séminaires et conférences sur la diffusion et l'application du droit international humanitaire tenus dans le pays et à l'étranger; e) sensibilisation au droit international humanitaire des membres des forces armées, particulièrement des officiers appelés à participer à des opérations internationales de maintien de la paix.

Géorgie

[Original : anglais]

[31 mai 2006]

La Géorgie est partie aux quatre Conventions de Genève de 1949 et à leurs deux Protocoles additionnels de 1977. En outre, la Géorgie prend actuellement les dispositions intérieures nécessaires concernant le Protocole additionnel III.

Hongrie

[Original : anglais]

[11 juillet 2006]

1. Le nouveau Règlement militaire en vigueur depuis 2006 oblige les soldats à se conformer aux règles humanitaires en temps de guerre et à respecter les victimes de guerre et les non-combattants. Ces obligations sont décrites de façon détaillée dans une annexe du règlement, qui est fondée principalement sur les dispositions des Conventions de Genève de 1949 et de leurs Protocoles additionnels de 1977, en ce qui concerne plus particulièrement la protection des civils. Au sein des organisations centrales et des grandes unités, des conseillers juridiques spéciaux contribuent à établir des mécanismes pour appliquer ces règles et les expliquer au personnel militaire.

2. En 2000, le comité consultatif national de diffusion et d'application du droit international humanitaire a été créé. Le comité rassemble les idées constructives pour une diffusion plus efficace du droit international humanitaire et les transmet aux autorités compétentes, en plus d'organiser des ateliers et des séminaires pour le public sur les questions actuelles de droit international humanitaire.

3. La diffusion du droit international humanitaire est une préoccupation de premier plan dans plusieurs institutions, notamment à l'Université de la Défense nationale, qui publiera bientôt un manuel sur cette question. Au sein des forces de défense hongroises, le droit international humanitaire est enseigné pendant les cours de base et intermédiaires. Une attention particulière lui est accordée dans la formation des contingents appelés à être déployés dans le cadre d'opérations de maintien et de consolidation de la paix. En outre, les services du Ministère de la défense coopèrent de façon continue avec la délégation régionale du CICR à Budapest.

Islande

[Original : anglais]

[11 juillet 2006]

1. N'ayant pas de forces armées nationales, l'Islande n'a pas de code pénal militaire. Cependant, conformément à ses obligations internationales, l'Islande s'efforce de se doter, au plan national, de moyens appropriés pour enquêter sur les crimes de guerre et en juger et sanctionner les auteurs. Le droit islandais ne contient pas de dispositions sur les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité ou le génocide, lesquels ne sont donc pas considérés comme des délits *sui generis*. Toutefois, dans une certaine mesure, ces crimes tombent sous le coup des dispositions pertinentes du code pénal concernant par exemple l'homicide, les dommages corporels et les délits sexuels. Le code pénal contient des dispositions qui érigent en infraction l'emploi de matières nucléaires et de gaz toxiques. Certains crimes de guerre peuvent aussi tomber sous le coup de la loi n° 17/2000 concernant l'application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, et de la loi n° 26/2001 concernant l'application de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction.

2. En 2004, la Croix-Rouge islandaise et le Ministère des affaires étrangères ont publié un ouvrage intitulé « Les Conventions de Genève » qui contient une version islandaise des Conventions de Genève de 1949 et des deux Protocoles additionnels de 1977⁶.

⁶ Aussi disponible à l'adresse : <www.redcross.is/book/>.

Jamahiriya arabe libyenne

[Original : arabe]
[10 mai 2006]

La Jamahiriya arabe libyenne a créé le Comité national du droit international humanitaire, qui est présidé par le Secrétaire du Comité général populaire pour la justice (ministre de la justice), et dont le mandat est le suivant : a) élaborer des stratégies, des plans et des programmes d'exécution en matière d'application du droit international humanitaire en coopération avec les autorités compétentes; b) étudier les conventions de droit international humanitaire, élaborer des propositions législatives nécessaires pour harmoniser la législation nationale avec les dispositions de ces conventions et mener des recherches et des études scientifiques visant à développer le droit international humanitaire; c) préparer et mettre à exécution des plans et des programmes de formation visant à mieux faire connaître le droit international humanitaire; d) proposer des accords à conclure avec les organismes régionaux et internationaux correspondants pour favoriser la coopération et l'échange d'expériences, de visites et d'information sur l'application du droit international humanitaire; e) organiser des séminaires et des conférences nationaux, régionaux et internationaux et mettre sur pied des groupes d'études chargés d'examiner le droit international humanitaire et les moyens d'en appliquer les règles; f) assurer la coordination entre les autorités nationales intéressées par la diffusion pratique des règles du droit international humanitaire; g) surveiller les violations des règles du droit humanitaire, constituer des dossiers à leur sujet et proposer des mesures à prendre à leur encontre; h) prendre des mesures pour renforcer l'application du droit international humanitaire et en diffuser la culture; i) compiler des données et des statistiques relatives à l'activité du comité et d'autres entités en matière d'application des règles du droit international humanitaire.

Japon

[Original : anglais]
[6 juillet 2006]

1. En juin 2003, le Japon a adopté la loi concernant la réaction à des attaques armées, qui garantit l'application appropriée du droit international humanitaire. En application de cette loi, le Japon a également adopté, le 14 juin 2004, la loi concernant les mesures de protection de la population en cas d'attaque armée, la loi concernant le traitement des prisonniers en cas d'attaque armée et la loi concernant la punition de graves violations du droit international humanitaire.

2. En outre, pour favoriser la compréhension des Protocoles additionnels de 1977, le Ministère des affaires étrangères a coparrainé avec la Société japonaise de la Croix-Rouge, en mars 2005, un colloque sur le droit international humanitaire et, en août 2005, un concours de tribunal fictif de droit international sous l'appellation « Asia Cup 2005 » consacré aux thèmes des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Kenya

[Original : anglais]
[24 avril 2006]

1. En 2001, le Kenya a créé un comité national d'application du droit international humanitaire, dont le mandat est le suivant : a) coordonner et surveiller l'application du droit international humanitaire au Kenya; b) conseiller le Gouvernement sur les instruments de droit international humanitaire à ratifier; c) examiner la législation nationale et recommander les amendements nécessaires; d) recommander l'adoption de nouvelles lois en tant que de besoin; e) donner des avis et fournir de l'assistance en ce qui concerne les obligations de compte rendu; f) donner des avis sur les mesures administratives nécessaires; g) coordonner, surveiller et évaluer la diffusion; h) mener ou commander des recherches sur l'évolution du droit international humanitaire et formuler des recommandations appropriées au Gouvernement.
2. Le comité national organise des activités de formation, tant pour ses propres membres que pour d'autres institutions, comme la police et le service correctionnel, les forces armées, l'administration publique et les universités, en plus d'activités de diffusion. En outre, le comité national a créé deux sous-comités chargés de tâches spécifiques en matière de diffusion et de lois d'application.
3. Le sous-comité chargé des lois d'application a aidé les ministères et départements compétents lors du processus de ratification et d'adaptation de plusieurs instruments de droit international humanitaire, notamment les Protocoles additionnels de 1977. Il élabore également en coopération avec l'Université de Nairobi un manuel de formation qui permettra de diffuser de façon efficace le droit international humanitaire.

Lettonie

[Original : anglais]
[30 juin 2006]

1. La Lettonie a signé le Protocole additionnel III et le projet de loi y relatif sera bientôt adopté par la Diète (Saeima, ou parlement de la République de Lettonie).
2. Les forces armées nationales lettonnes organisent des activités pour garantir le respect des Protocoles additionnels. Le commandement de la formation et de la doctrine est l'unité centrale chargée de la mise en œuvre pratique des dispositions juridiques au sein des forces armées. Dans le cadre des programmes de formation qu'il établit, les unités qui en relèvent offrent des cours sur l'application des Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels, permettant l'acquisition de connaissances théoriques et de compétences pratiques relatives au droit des conflits armés et aux Protocoles additionnels. Des cours sur le droit des conflits armés sont également inclus dans la formation de permission, c'est-à-dire avant le déploiement à l'étranger. En outre, les forces armées ont publié plusieurs études sur le droit humanitaire.

Liban

[Original : arabe]
[30 mai 2006]

Le Liban respecte toutes les conventions internationales dans le domaine visé. Les lois libanaises prévoient les mesures nécessaires pour protéger les victimes des conflits armés et punir les auteurs de crimes de guerre. Le droit international humanitaire a été intégré dans les programmes de formation de toutes les académies militaires à tous les niveaux. De plus, des cours sur ces questions sont maintenant dispensés aux officiers tous les ans et des conférences et séminaires sont organisés à l'intention des différentes unités militaires.

Lituanie

[Original : anglais]
[16 juin 2006]

Commission nationale d'application du droit international humanitaire

1. Le Ministère de la défense nationale est chargé de coordonner l'application du droit international humanitaire en Lituanie. En 2001, le Ministre de la défense nationale a créé la Commission nationale d'application du droit international humanitaire, dont la tâche principale est de fournir une assistance au ministère pour s'acquitter de ses fonctions dans ce domaine. Les objectifs de la commission sont les suivants : a) analyser la situation en ce qui concerne l'application du droit international humanitaire en Lituanie, notamment la participation aux accords internationaux; b) présenter des propositions sur l'application du droit international humanitaire; c) diffuser de l'information sur le droit international humanitaire au sein des forces armées et dans le public; d) organiser des séminaires ou des conférences sur des questions concernant l'application du droit international humanitaire ou y contribuer.

Méthodes et moyens de guerre

2. La Lituanie met la dernière main à sa stratégie nationale de lutte antimines, qui met notamment l'accent sur le respect du droit international humanitaire. De plus, le Ministère de la défense nationale examine actuellement des règles d'engagement.

Mesures de protection des signes distinctifs

3. En 2000, la loi sur le statut de la Société nationale de la Croix-Rouge et l'usage des signes distinctifs de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a été adoptée. Cette loi protège ces deux signes distinctifs et en régleme la protection et l'utilisation.

Protection des biens culturels

4. En 2005, le commandant des forces armées a nommé au sein de son secrétariat un haut responsable chargé de la protection des biens culturels.

Conseillers juridiques au sein des forces armées

5. En 2006, le Ministre de la défense nationale a approuvé le concept de conseiller juridique au sein des forces armées.

Diffusion

6. Le droit international humanitaire est inclus dans la formation du personnel militaire à tous les niveaux et dans celle des membres de la police, dans les programmes des écoles secondaires, etc. En outre, des cours de droit international humanitaire sont offerts à titre optionnel dans les facultés de droit des grandes universités ainsi qu'à l'Institut des relations internationales et des sciences politiques. La commission nationale élabore actuellement un manuel lituanien contenant les traités, les lois nationales et la jurisprudence liés au droit international humanitaire et les statuts du CICR.

Répression des violations du droit international humanitaire

7. Le code pénal, le code administratif et le règlement de discipline militaire lituaniens prévoient des sanctions pénales, administratives ou disciplinaires pour les violations des règles du droit international humanitaire.

Luxembourg

[Original : français]
[1^{er} juin 2006]

Les lois du 12 avril 1989 et du 25 avril 2003, ratifiant respectivement les Protocoles additionnels de 1977 et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, et les textes de ces protocoles sont publiés dans le Mémorial A, recueil de tous les actes législatifs et réglementaires du Luxembourg⁷.

Mexique

[Original : espagnol]
[29 juin 2006]

1. Différentes dispositions du code pénal fédéral, du code de justice militaire et de la loi fédérale sur les armes à feu et de ses règlements d'application définissent les actes constituant des violations du droit international humanitaire. Le Mexique procède actuellement à une révision et à une mise à jour de sa législation pénale pour l'harmoniser avec les normes humanitaires, notamment avec le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

2. Conformément à l'article 36 du Protocole additionnel I, les forces armées mexicaines effectuent actuellement une révision de leurs processus d'acquisition d'armes comprenant notamment l'examen du matériel et la réalisation d'essais de performance par des structures institutionnelles créées à cette fin.

⁷ Le recueil peut être consulté à l'adresse : <<http://www.legilux.public.lu>>.

3. La Chambre des députés est actuellement saisie d'un projet de loi sur l'emploi et la protection du nom et de l'emblème de la Croix-Rouge, qui comprend des dispositions harmonisées avec le Protocole additionnel III. En outre, pour renforcer les dispositions relatives à la protection des biens culturels en cas de conflit armé ou de catastrophe naturelle, le Sénat examine actuellement des amendements et des adjonctions à la loi fédérale sur les monuments et sites archéologiques, artistiques et historiques.

4. Les forces armées mexicaines font figurer l'enseignement et la formation en droit international humanitaire dans leur doctrine et leurs manuels ainsi que dans l'instruction qu'elles dispensent à leurs membres. De même, des cours de niveau supérieur sont actuellement offerts dans ce domaine afin d'intégrer et de renforcer cette discipline.

Qatar

[Original : arabe]
[3 mai 2006]

L'État du Qatar diffuse les dispositions des Protocoles additionnels de 1977 en dispensant un enseignement en droit international humanitaire dans les écoles militaires et les écoles de police ainsi qu'au Centre d'études juridiques et judiciaires. La Société du Croissant-Rouge et le Comité national des droits de l'homme élaborent des cours spécialisés à l'intention des membres des forces armées, des fonctionnaires, des journalistes et des étudiants dans ce domaine et un Département des droits de l'homme a été créé au sein du Ministère de l'intérieur.

République arabe syrienne

[Original : arabe]
[28 juin 2006]

1. Le droit international humanitaire est enseigné dans les facultés de droit des universités syriennes, dans différents instituts ainsi que dans les collèges et académies militaires, et fait partie de la formation des membres du corps diplomatique. Les diplomates, les juges et les experts des Ministères de la justice et de l'intérieur participent en outre à des activités internationales visant à promouvoir la connaissance du droit international humanitaire, en coopération avec des organisations actives dans ce domaine, en particulier le CICR et le Croissant-Rouge syrien. La République arabe syrienne organise en outre des cours supervisés par des universitaires, des juges, des juristes et des institutions constitutionnelles, en association avec le CICR, le Croissant-Rouge, des missions diplomatiques étrangères, des institutions universitaires et de recherche arabes et non arabes.

2. Le Comité national de droit international humanitaire, créé en 2004 sous la présidence du Ministre d'État chargé des affaires du Croissant-Rouge, a pour fonction de veiller à l'application et à la large diffusion des règles du droit international humanitaire dans le pays. Les tâches du comité sont confiées à des sous-comités respectivement chargés des médias et des publications, de la législation et de l'éducation.

3. En outre, en 2005, la loi n° 6 concernant la protection des emblèmes du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge et réprimant leur emploi abusif a été promulguée.

République tchèque

[Original : anglais]
[31 mai 2006]

1. Le 12 avril 2006, la République tchèque a signé le Protocole additionnel III, qui sera soumis à l'approbation du Parlement en même temps que le second protocole (1999) à la Convention relative à la protection des biens culturels en cas de conflit armé de 1954.

Application du droit international humanitaire

2. Les principaux documents juridiques et politiques de la République tchèque contiennent plusieurs références ou garanties explicites concernant l'application du droit international humanitaire. En outre, pour favoriser l'application et la promotion dudit droit, le Ministère des affaires étrangères a créé de façon informelle la commission interministérielle de droit international humanitaire, qui sera peut-être officialisée à l'avenir.

Diffusion du droit international humanitaire

3. La République tchèque a entamé une transformation de l'ensemble de son système de formation militaire pour tenir compte du fait que son armée est maintenant une armée de métier. Le droit international humanitaire a été inclus dans les programmes d'instruction actuels et le sera dans les programmes futurs. Les membres des forces armées se familiarisent donc avec le droit international humanitaire dès le début de leur carrière, soit dans le cadre de leur formation annuelle, soit à l'occasion d'une promotion et avant une mission à l'étranger. En outre, l'Université de la défense de Vyskov dispense une instruction appropriée, comprenant des cours obligatoires de droit international humanitaire, à tous les futurs commandants.

4. Le respect du droit international humanitaire au sein des forces armées est également favorisé par des conseillers juridiques qui fournissent les avis juridiques nécessaires à leurs commandants et participent au processus d'élaboration des règles d'engagement applicables aux opérations. Un manuel sur le droit des opérations dans lequel le droit international humanitaire occupe une place centrale, sera publié à leur intention en 2007.

5. En dehors des forces armées, le droit international humanitaire fait partie intégrante du programme de toutes les facultés de droit, en plus d'être enseigné à l'École d'ingénierie de sécurité de l'Université technique d'Ostrava et à l'Académie de police de Prague.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

[Original : anglais]
[27 juin 2005]

Mesures adoptées pour renforcer le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire : diffusion et éducation

1. Le Royaume-Uni a créé un comité national du droit international humanitaire en 1999 pour donner suite à une recommandation de la conférence internationale tenue en 1995 par les Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.
2. Le Royaume-Uni offre une formation générale en droit international humanitaire aux conseillers en politique et aux conseillers juridiques gouvernementaux, à laquelle s'ajoutent selon les besoins des rencontres et des cours.

Formation militaire

3. Tous les membres des forces armées du Royaume-Uni reçoivent une formation en droit international humanitaire dans le cadre de leur instruction de base et à toutes les étapes de leur promotion à des rangs supérieurs. La formation en droit international humanitaire fait partie intégrante de la préparation des officiers. Des ouvrages didactiques portant sur cette question ont été élaborés par les trois armées (air, terre et mer), qui ont par ailleurs en commun un ensemble complet d'éléments d'orientation sur « Le droit des conflits armés ».
4. Le droit international humanitaire fait également partie de la formation donnée à tous les membres des forces armées avant leur envoi à l'étranger. Des exposés généraux sur les Conventions de Genève sont présentés devant tous les contingents appelés à être déployés et tous les membres du personnel militaire reçoivent une carte contenant un aide-mémoire où il est clairement précisé que les civils, les prisonniers et les détenus doivent être traités avec dignité et respect et ne doivent en aucun cas être soumis à des abus, à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants. Chaque service envoie en outre sur le théâtre d'opérations des juristes dont la tâche consiste notamment à assurer la continuité de la formation en droit international humanitaire.

Responsabilité

5. En vertu des lois sur la discipline dans les forces armées, les membres de ces forces sont assujettis au droit pénal britannique partout où ils sont en service. Ainsi, toute conduite qui constituerait un délit en Grande-Bretagne peut faire l'objet de poursuites en cour martiale. En outre, les infractions au droit interne ont de manière générale une portée extraterritoriale aux termes de la loi de 1957 relative aux Conventions de Genève, de la loi de 2001 relative à la Cour pénale internationale et de l'article 134 de la loi de 1988 relative à la justice pénale (donnant effet à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 1984).

Enquêtes et poursuites sur les violations

6. Toute allégation ou tout soupçon importants concernant des activités de nature criminelle qui auraient pu être menées par des membres des forces armées font l'objet d'une enquête du département des enquêtes spéciales de la police militaire. Une enquête est obligatoire dans tous les cas où les actes de membres des forces britanniques peuvent avoir directement causé la mort de civils ou blessé des civils sur un théâtre d'opérations. Lorsque ces enquêtes aboutissent à un procès en cour martiale, ce procès est public et conduit selon des normes de justice et d'indépendance équivalentes à celles du système judiciaire civil.

Suède

[Original : anglais]

[16 mai 2006]

1. Dans le cadre de l'examen des questions de droit international humanitaire, le Ministère des affaires étrangères a organisé à Stockholm, du 17 au 19 novembre 2004, en collaboration avec le Collège national de la défense et avec l'appui du Ministère de la défense, une conférence internationale d'experts sur les attaques contre les réseaux informatiques, dont l'objet était d'examiner si le droit international humanitaire pouvait s'appliquer à ce nouveau phénomène⁸.

2. La Suède a constamment appuyé les efforts des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, du Tribunal spécial pour la Sierra Leone et de la Cour pénale internationale pour mettre fin à l'impunité en cas de grave violation du droit international humanitaire, notamment en fournissant une assistance financière et en concluant des accords bilatéraux relatifs à l'application des peines et au changement de lieu de résidence des témoins.

3. La Suède a créé trois organismes nationaux pour promouvoir, appliquer et développer le droit international humanitaire. Le Conseil suédois de défense totale pour le droit humanitaire a été mis sur pied en 1991 pour suivre l'évolution du droit international humanitaire et le diffuser et le promouvoir en Suède; la délégation chargée de veiller à l'application du droit humanitaire international dans le cadre de projets concernant des armes surveille différents types de projets concernant des armes du point de vue du droit international; enfin, la délégation chargée du droit international public suit l'évolution du droit international humanitaire aux fins des initiatives suédoises dans ce domaine.

Tunisie

[Original : arabe]

[9 juin 2005]

1. Le Ministère de la défense a adopté une série de mesures pour donner effet aux règles en vigueur concernant la diffusion des règles du droit international humanitaire au sein des forces armées. Des mesures législatives et administratives ont notamment été prises pour fixer l'âge minimum du recrutement à 20 ans, pour

⁸ Le rapport de la conférence peut être consulté à l'adresse suivante : <www.fhs.se/templates/Page_2775.aspx>.

protéger les signes distinctifs de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge contre les usages abusifs, pour imposer des peines dissuasives à tout soldat ou toute personne faisant usage de la force, pendant un conflit armé, contre un soldat blessé ou malade incapable de se défendre, et pour amender les règles générales de discipline, notamment certaines règles concernant les pratiques et le traitement des prisonniers en temps de guerre.

2. S'agissant de la diffusion, le droit international humanitaire a été inclus dans le programme officiel des différents institutions d'enseignement supérieur, centres de formation et écoles militaires, en plus d'être intégré au programme appliqué au niveau des unités militaires. Les contingents participant à des tâches de maintien de la paix à l'étranger reçoivent également une instruction sur les principaux éléments des Conventions de Genève et de leurs Protocoles additionnels de 1977 et les membres de ces contingents reçoivent un feuillet sur les principes de conduite à respecter pendant les combats.

3. Par ailleurs, la Tunisie a participé à différents cours, séminaires et colloques régionaux et internationaux et organisé, en collaboration avec le CICR, des sessions de sensibilisation et d'étude sur cette question à l'intention des officiers du Ministère de la défense nationale.

III. Informations communiquées par des organisations internationales

Comité international de la Croix-Rouge

Faits nouveaux importants survenus au niveau international

1. Le fait le plus important à survenir au cours des deux dernières années a été l'adoption, le 8 décembre 2005, du Protocole additionnel III, créant un nouveau signe distinctif qui s'ajoute à la Croix-Rouge et au Croissant-Rouge, et qui est conçu de manière à ce qu'aucune connotation nationale, culturelle, religieuse, politique ou ethnique puisse y être associée. Ce signe distinctif, appelé le « Cristal rouge », jouit du même statut international et du même régime de protection que les emblèmes existants et aidera à accroître la protection des victimes.

Mesures prises à l'échelon international pour renforcer le corpus existant de droit international humanitaire

2. Le CICR a poursuivi ses activités et ses consultations dans le cadre de son projet sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire lancé en 2003. Grâce à ce projet, le Comité a pu affermir son interprétation juridique des questions découlant de la lutte contre le terrorisme, par exemple la définition juridique de ce que l'on appelle communément la « guerre contre le terrorisme » et le statut et les droits des personnes détenues dans ce cadre. De plus, le CICR a établi des principes procéduraux et des lignes directrices qui devraient régir la détention en toute circonstance, y compris la détention pour des raisons de sécurité.

3. Une autre initiative du CICR est la publication de son étude sur le droit international humanitaire coutumier. D'après une analyse détaillée de la pratique des États réalisée par les auteurs de cette étude, 161 règles de droit humanitaire

international ont valeur de règles coutumières. Cette publication vise à susciter un débat sur le droit international humanitaire coutumier et son incidence sur un plus grand respect de ce droit dans les conflits armés.

4. Le CICR a continué à participer activement aux réunions du groupe de travail chargé de rédiger un instrument juridiquement contraignant relatif à la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Le projet de convention sur les disparitions forcées sera présenté pour adoption au Conseil des droits de l'homme. En outre, le CICR a engagé différentes initiatives concernant la promotion et le développement des principes et des instruments de droit international humanitaire relatifs à la réglementation et à l'interdiction de certains types d'armes, notamment les mines antipersonnel, les armes biologiques et les armes légères.

5. La suite donnée aux engagements pris lors de la vingt-huitième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge constitue également une priorité pour le CICR. La Déclaration finale et l'« Agenda pour l'action humanitaire » énonçait une série d'objectifs généraux concernant notamment la protection juridique des personnes lors de conflits armés et plus particulièrement la réglementation du statut et des droits des personnes disparues et de leur famille ainsi que la disponibilité, l'emploi et l'utilisation abusive des armes.

Diffusion du droit international humanitaire

6. Le CICR a poursuivi ses efforts pour favoriser la diffusion du droit international humanitaire et son intégration tant dans les programmes de formation et d'enseignement destinés au personnel des forces armées ainsi que dans les programmes des écoles et des universités.

Assistance juridique et technique

7. Grâce à ses services consultatifs, le CICR fournit aux autorités nationales une assistance technique pour l'adoption, l'application et la modification des mesures législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour assurer le respect du droit international humanitaire à l'échelon national. Les services consultatifs fournissent des avis sur la ratification et l'application des Conventions de Genève de 1949 et de leurs Protocoles additionnels de 1977, ainsi que de différents instruments internationaux de droit humanitaire, et fournissent un appui pour l'amendement ou l'adoption de mesures de mise en œuvre nationales dans différents domaines, notamment la répression des crimes de guerre, la protection des signes distinctifs de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la protection des biens culturels, le statut et les droits des personnes disparues et de leur famille et l'application de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction de 1997.

8. Les services consultatifs ont également continué à faire connaître le mandat de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits et à favoriser la coopération avec les États parties au Protocole additionnel I, en facilitant l'organisation de visites de la Commission et de ses membres dans un certain nombre de régions.

Appui aux comités nationaux de droit international humanitaire

9. Afin d'améliorer l'efficacité des comités nationaux et d'appuyer leur activité en matière d'application du droit international humanitaire, les services consultatifs ont continué à promouvoir un dialogue continu avec ces comités et à participer, selon le cas, à leurs réunions et projets.

Réunions nationales et régionales

10. Le CICR et ses services consultatifs organisent des réunions nationales ou régionales, ou y jouent un rôle actif afin de faire connaître le droit humanitaire aux autorités des États et d'encourager les consultations et les échanges d'informations sur la ratification des traités et leur application au niveau national.

Contacts avec d'autres organisations

11. Le CICR a continué à avoir des contacts et à coopérer avec différentes organisations régionales et internationales et à développer ses contacts avec des autorités judiciaires régionales ou internationales. En outre, les services consultatifs du CICR ont également maintenu des contacts étroits avec des ONG internationales, notamment la Coalition des ONG pour la Cour pénale internationale et des ONG ayant pour objectif l'interdiction ou la réglementation de l'emploi de certaines armes.

Documents et outils d'appui

12. Les services consultatifs ont continué d'assurer la collecte, l'analyse et la communication des lois adoptées par les États et de produire une documentation spécialisée. Ils ont élaboré de nouvelles lois modèles et travaillé à la publication d'un manuel relatif à l'application nationale du droit international humanitaire. Des progrès significatifs ont été réalisés dans le développement et la mise à jour de la base de données sur les mesures nationales d'application du droit humanitaire international⁹, qui comprend des textes de mesures législatives et réglementaires adoptées par les États, ainsi que la jurisprudence de droit interne intéressant le droit humanitaire international et son application nationale.

⁹ <www.icrc.org/ihl-nat>.

Annexe

**Liste des États parties aux Protocoles
additionnels aux Conventions de Genève
de 1949 au 20 juillet 2006^a**

<i>État</i>	<i>Date de ratification, d'adhésion ou de succession</i>
Afrique du Sud	21 novembre 1995
Albanie	16 juillet 1993
Algérie (Protocole I seulement) ^{b, c}	16 août 1989
Allemagne ^{b, c}	14 février 1991
Angola (Protocole I seulement) ^b	20 septembre 1984
Antigua-et-Barbuda	6 octobre 1986
Arabie saoudite (Protocole I) ^b	21 août 1987
(Protocole II)	28 novembre 2001
Argentine ^{b, c}	26 novembre 1986
Arménie	7 juin 1993
Australie (Protocole I seulement) ^{b, c}	21 juin 1991
Autriche ^{b, c}	13 août 1982
Bahamas	10 avril 1980
Bahreïn	30 octobre 1986
Bangladesh	8 septembre 1980
Barbade	19 février 1990
Bélarus ^c	23 octobre 1989
Belgique (Protocole I seulement) ^{b, c}	20 mai 1986
Belize	29 juin 1984
Bénin	28 mai 1986
Bolivie ^c	8 décembre 1983
Bosnie-Herzégovine ^c	31 décembre 1992
Botswana	23 mai 1979
Brésil ^c	5 mai 1992
Brunéi Darussalam	14 octobre 1991
Bulgarie ^c	26 septembre 1989
Burkina Faso ^c	20 octobre 1987
Burundi	10 juin 1993

<i>État</i>	<i>Date de ratification, d'adhésion ou de succession</i>
Cambodge	14 janvier 1998
Cameroun	16 mars 1984
Canada ^{b, c}	20 novembre 1990
Cap-Vert ^c	16 mars 1995
Chili ^c	24 avril 1991
Chine (Protocole I seulement) ^b	14 septembre 1983
Chypre (Protocole I) ^c	1 ^{er} juin 1979
(Protocole II)	18 mars 1996
Colombie (Protocole I) ^c	1 ^{er} septembre 1993
(Protocole II)	14 août 1995
Comores	21 novembre 1985
Congo	10 novembre 1983
Costa Rica ^c	15 décembre 1983
Côte d'Ivoire	20 septembre 1989
Croatie ^c	11 mai 1992
Cuba (Protocole I)	25 novembre 1982
(Protocole II)	23 juin 1999
Danemark (Protocole I seulement) ^{b, c}	17 juin 1982
Djibouti	8 avril 1991
Dominique	25 avril 1996
Égypte ^b	9 octobre 1992
El Salvador	23 novembre 1978
Émirats arabes unis ^{b, c}	9 mars 1983
Équateur	10 avril 1979
Espagne (Protocole I seulement) ^{b, c}	21 avril 1989
Estonie	18 janvier 1993
Éthiopie	8 avril 1994
Ex-République yougoslave de Macédoine (Protocole I seulement) ^{b, c}	1 ^{er} septembre 1993
Fédération de Russie ^{b, c}	29 septembre 1989
Finlande (Protocole I seulement) ^{b, c}	7 août 1980

<i>État</i>	<i>Date de ratification, d'adhésion ou de succession</i>
France (Protocole I) ^b	11 avril 2001
(Protocole II)	24 février 1984
Gabon	8 avril 1980
Gambie	12 janvier 1989
Géorgie	14 septembre 1993
Ghana	28 février 1978
Grèce (Protocole I) ^c	31 mars 1989
(Protocole II)	15 février 1993
Grenade	23 septembre 1998
Guatemala	19 octobre 1987
Guinée ^c	11 juillet 1984
Guinée-Bissau	21 octobre 1986
Guinée équatoriale	24 juillet 1986
Guyana	18 janvier 1988
Honduras	16 février 1995
Hongrie ^c	12 avril 1989
Îles Cook ^c	7 mai 2002
Îles Salomon	19 septembre 1988
Irlande ^{b, c}	19 mai 1999
Islande (Protocole I seulement) ^{b, c}	10 avril 1987
Italie (Protocole I seulement) ^{b, c}	27 février 1986
Jamahiriya arabe libyenne	7 juin 1978
Jamaïque	29 juillet 1986
Japon ^c	31 août 2004
Jordanie	1 ^{er} mai 1979
Kazakhstan	5 mai 1992
Kenya	23 février 1999
Kirghizistan	18 septembre 1992
Koweït	17 janvier 1985
Lesotho	20 mai 1994
Lettonie	24 décembre 1991
Liban	23 juillet 1997

<i>État</i>	<i>Date de ratification, d'adhésion ou de succession</i>
Libéria	30 juin 1988
Liechtenstein ^{b, c}	10 août 1989
Lituanie ^c	13 juillet 2000
Luxembourg ^c	29 août 1989
Madagascar ^c	8 mai 1992
Malawi	7 octobre 1991
Maldives	3 septembre 1991
Mali ^c	8 février 1989
Malte ^{b, c}	17 avril 1989
Maurice	22 mars 1982
Mauritanie	14 mars 1980
Mexique (Protocole I seulement)	10 mars 1983
Micronésie (États fédérés de)	19 septembre 1995
Monaco	7 janvier 2000
Mongolie (Protocole I seulement) ^{b, c}	6 décembre 1995
Mozambique (Protocole I)	14 mars 1983
(Protocole II)	12 novembre 2002
Namibie ^c	17 juin 1994
Nauru	27 juin 2006
Nicaragua	19 juillet 1999
Niger	8 juin 1979
Nigéria	10 octobre 1988
Norvège ^c	14 décembre 1981
Nouvelle-Zélande (Protocole I seulement) ^{b, c}	8 février 1988
Oman ^b	29 mars 1984
Ouganda	13 mars 1991
Ouzbékistan	8 octobre 1993
Palaos	25 juin 1996
Panama ^c	18 septembre 1995
Paraguay ^c	30 novembre 1990
Pays-Bas (Protocole I seulement) ^{b, c}	26 juin 1987
Pérou	14 juillet 1989

<i>État</i>	<i>Date de ratification, d'adhésion ou de succession</i>
Philippines (Protocole II seulement)	11 décembre 1986
Pologne ^c	23 octobre 1991
Portugal ^c	27 mai 1992
Qatar (Protocole I) ^{b, c}	5 avril 1988
(Protocole II)	5 janvier 2005
République arabe syrienne (Protocole I seulement) ^b	14 novembre 1983
République centrafricaine	17 juillet 1984
République de Corée (Protocole I seulement) ^{b, c}	15 janvier 1982
République démocratique du Congo (Protocole I) ^c	3 juin 1982
(Protocole II)	12 décembre 2002
République démocratique populaire lao ^c	18 novembre 1980
République de Moldova	24 mai 1993
République dominicaine	26 mai 1994
République populaire démocratique de Corée (Protocole I seulement)	9 mars 1988
République tchèque ^c	5 février 1993
République-Unie de Tanzanie	15 février 1983
Roumanie ^c	21 juin 1990
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Protocole I seulement) ^{b, c}	28 janvier 1998
Rwanda ^c	19 novembre 1984
Sainte-Lucie	7 octobre 1982
Saint-Kitts-et-Nevis	14 février 1986
Saint-Marin	5 avril 1994
Saint-Siège ^b	21 novembre 1985
Saint-Vincent-et-les Grenadines	8 avril 1983
Samoa	23 août 1984
Sao Tomé-et-Principe	5 juillet 1996
Sénégal	7 mai 1985
Serbie ^c	16 octobre 2001
Seychelles ^c	8 novembre 1984
Sierra Leone	21 octobre 1986

<i>État</i>	<i>Date de ratification, d'adhésion ou de succession</i>
Slovaquie ^c	2 avril 1993
Slovénie ^c	26 mars 1992
Soudan (Protocole I)	7 mars 2006
(Protocole II)	13 juillet 2006
Suède (Protocole I seulement) ^{b, c}	31 août 1979
Suisse (Protocole I seulement) ^{b, c}	17 février 1982
Suriname	16 décembre 1985
Swaziland	2 novembre 1995
Tadjikistan ^c	13 janvier 1993
Tchad	17 janvier 1997
Timor-Leste	12 avril 2005
Togo ^c	21 juin 1984
Tonga ^c	20 janvier 2003
Trinité-et-Tobago ^c	20 juillet 2001
Tunisie	9 août 1979
Turkménistan	10 avril 1992
Ukraine ^c	25 janvier 1990
Uruguay ^c	13 décembre 1985
Vanuatu	28 février 1985
Venezuela	23 juillet 1998
Viet Nam (Protocole I seulement)	19 octobre 1981
Yémen	17 avril 1990
Zambie	4 mai 1995
Zimbabwe	19 octobre 1992

^a Renseignements pris sur le site Web du Département fédéral des affaires étrangères suisse, dépositaire des Conventions de Genève et des Protocoles additionnels, à l'adresse : www.ddip.admin.ch/eda/f/home/foreign/intagr/train.html.

^b Ratification, adhésion ou succession accompagnée d'une réserve et/ou d'une déclaration.

^c Partie ayant fait la déclaration prévue à l'article 90 du Protocole I.